



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 1981

## Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Ayrault.

M. Jean-Marc Ayrault. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le Premier ministre. (« Ah ? Lequel ? » sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Monsieur le Premier ministre, vous avez annoncé hier les modifications intervenues dans la composition de votre gouvernement. Pour mener à bien la politique engagée depuis 1997, et qui réussit (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants), vous avez choisi de rassembler et d'appeler à vos côtés des hommes et des femmes (« Une seule ! » sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants) de talent, d'expérience et de conviction.

C'est une équipe renouvelée et renforcée, mais aussi une équipe représentative de la majorité plurielle (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste) qui va mettre ses compétences au service des réformes que votre majorité soutient, et que les Français attendent.

Pouvez-vous, monsieur le Premier ministre, nous dire quel est le programme d'action de votre gouvernement pour les semaines et les mois qui viennent ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Charles Ehrmann. Question téléphonique !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Lionel Jospin, Premier ministre. Monsieur le président Ayrault, j'ai annoncé hier plusieurs modifications de mon gouvernement, et vous savez mieux que quiconque le sens et les raisons de cette décision. C'est une démarche normale et saine en démocratie, que lorsqu'un gouvernement - et ce n'était pas arrivé depuis longtemps - s'approche de la fin de sa troisième année, un remaniement puisse intervenir, un renouvellement de l'équipe gouvernementale puisse se produire. A moins de juger qu'un gouvernement doive se perpétuer à l'identique tout au long d'une législature...

Bien sûr, je me sépare avec regret (Exclamations et rires sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants) de ministres et d'amis qui, pendant trois années d'exercice, ont assumé leurs responsabilités. Mais il était de la mienne de faire ce choix.

Ce choix, mesdames et messieurs les députés, est d'abord celui du renforcement de la capacité d'action du Gouvernement.

M. Pierre Lellouche. Parce que ces ministres étaient incapables ?

M. le Premier ministre. Ecoutez, mesdames et messieurs les députés, il ne vous a pas fallu six mois dans le dernier gouvernement pour « débarquer » dix ministres, et essentiellement des femmes ! (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Il s'agissait, dans un moment donné, face à la réalité sociale et politique de mon pays, de renforcer la capacité d'action du Gouvernement. La nomination d'hommes et de femmes que les responsabilités antérieures,

l'expérience politique, le talent personnel et les convictions qualifient tout particulièrement pour entrer au Gouvernement sera, pour cette équipe, un appui et une source d'énergie et d'action supplémentaires. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Ce choix, c'est aussi celui du rassemblement le plus large de la majorité. J'ai choisi d'inscrire plus profondément encore dans la majorité plurielle la légitimité de ce gouvernement devant l'Assemblée nationale.

(Applaudissements sur les mêmes bancs.) La majorité plurielle a inspiré notre action pendant trois ans. Elle est la légitimité parlementaire de ce gouvernement que je conduis. Elle a toujours été, à l'Assemblée, cohérente, rassemblée et solidaire. Elle continuera de l'être, car elle est rassemblée dans sa diversité par des valeurs et des convictions communes et elle a l'intention de continuer à agir au service du pays. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Ce choix s'inscrit dans l'approfondissement de la politique de réforme conduite par le Gouvernement depuis 1997. C'est sur cette ambition réformatrice que les Françaises et les Français nous ont fait confiance aux dernières élections législatives. (Exclamations sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République, de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) C'est pourquoi nous poursuivons la politique de réforme, respectant le contrat de confiance noué avec les Français.

Nos orientations politiques, nos grandes priorités restent les mêmes. (Murmures sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Nous voulons une croissance généreuse et solidaire. C'est possible grâce à la baisse du chômage. Car la lutte pour l'emploi et contre le chômage reste et restera la première priorité de ce gouvernement. Le recul du chômage, qui se confirme de mois en mois, redonne confiance et énergie à notre peuple. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

C'est possible grâce au progrès social. Car ce gouvernement et cette majorité n'ont jamais séparé l'effort de modernisation et d'efficacité économique de la justice sociale. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Bernard Schreiner. Des mots, toujours des mots !

M. le Premier ministre. Nous avons fait des réformes avec la loi contre les exclusions, avec la couverture maladie universelle, avec les mesures en faveur des chômeurs endettés. Et nous continuerons, par exemple en renouvelant la prestation spécifique dépendance, pour traiter un des grands problèmes du pays, et en apportant nos premières solutions à la question de l'équilibre des régimes de retraite fondés sur la répartition.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

C'est possible et ce sera possible grâce à la baisse des impôts (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants), qui ne résume pas la pensée de la gauche mais qui, compte tenu du taux atteint par les prélèvements obligatoires, est nécessaire. Nous l'avons amorcée ensemble dans le budget 2000, avec une baisse de 40 milliards; nous allons, j'imagine, décider ensemble de continuer dans le collectif budgétaire de printemps, grâce à une nouvelle baisse de 40 milliards. Et nous poursuivons cette politique en veillant à répartir les bienfaits et les bénéfices de cet effort fiscal en faveur des différentes catégories de la population: en faveur de ceux qui ont le plus de mal à vivre, de ceux dont les salaires sont les plus faibles et de ceux, parmi les nouvelles couches salariées, qui contribuent à la modernisation, à l'innovation, à la création, que ce soit dans les petites et moyennes entreprises ou dans d'autres secteurs de l'économie.

Nous voulons une société réformée et modernisée et nous poursuivons les réformes que nous avons engagées avec le PACS ou avec les lois sur la parité. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) A cet égard, mesdames, messieurs les députés, je vous ferai remarquer que le taux de féminisation de ce gouvernement est plus élevé que celui de juin 1997.

M. Maurice Leroy. Vous faites entrer une seule femme au gouvernement !

M. le Premier ministre. Vérifiez: il était alors de 29 %, nous sommes à 33 %. Je reconnais que nous avons encore des progrès à faire; nous les ferons. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, du

groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Avec tous les ministres qui ont porté ce mouvement de réforme, avec les nouvelles personnalités qui ont rejoint cette équipe, nous allons continuer à travailler pour une société plus sûre.

Ce sera le travail sur la police de proximité conduit par le ministre de l'intérieur. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Ce sont les Assises de la citoyenneté pour la lutte contre les discriminations et l'intégration de notre jeunesse des quartiers avec Martine Aubry, Claude Bartolone, Jean-Pierre Chevènement, Marie-George Buffet (Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants)... et les autres !

Ce sera une politique de modernisation économique, avec la loi sur les régulations économiques (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants), avec le texte sur l'épargne salariale et Laurent Fabius y contribuera naturellement. (Vifs applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste.)

Ce sera une action de modernisation de la société qui passe par l'affirmation du rôle des services publics, lesquels doivent évoluer et se réformer, au service de nos concitoyens.

Monsieur le président, mesdames les députés, les Français nous ont donné la durée. Avec ce gouvernement, avec cette majorité, nous entendons la faire fructifier ! (Applaudissements prolongés sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Plusieurs députés du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. Debout !

(Les députés du groupe socialiste se lèvent et continuent d'applaudir.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Marc Ayrault](#)

**Circonscription :** Loire-Atlantique (3<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1981

**Rubrique :** Etat

**Ministère interrogé :** Premier Ministre

**Ministère attributaire :** Premier Ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 29 mars 2000, page 2655

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 mars 2000